

La création de nouveaux droits humains par les mouvements paysans transnationaux

**Priscilla Claeys
Chercheuse Post-Doctorale
Collège d'Etudes Mondiales, Paris/
University of Louvain (UCL)**

Cas d'étude

- Une nouvelle Déclaration des droits des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural
- Négociations en cours au Conseil des Droits de l'Homme des NU
- Processus initié par un mouvement paysan transnational, La Via Campesina

Pourquoi c'est intéressant ?

- Contribue à l'émergence d'une conception alternative des droits humains, moins occidentale, moins individualisante, moins étatique (Boaventura de Sousa Santos)
- Démontre que les mouvements sociaux peuvent être "faiseurs de droit" (Rajagopal), pas que les experts
- Comment et pourquoi les mouvements paysans mobilisent les droits humains

Questions clés

- Comment des revendications émergent de la base et comment elles “montent” ?
- Pourquoi certains groupes sociaux réussissent à faire reconnaître des droits nouveaux ?
- Quelles coalitions sont nécessaires ? Quelles opportunités juridiques ?
- Quels sont les coûts de l’institutionnalisation ? (Stammers)

La Via Campesina

- Mouvement agraire/paysan transnational
- 20 ans de luttes contre l'OMC, les OGMs, la création de marchés fonciers par la Banque mondiale, les brevets sur le vivant, etc.
- Plus de 164 organisations dans 73 pays
- 200 millions de petits agriculteurs/paysans

OMC





OGM



Arrachage de maïs ogm, 2014



Movimento des sans terre (MST)



Occupations de terres (Brésil)



La Via Campesina

Un modèle alternatif:

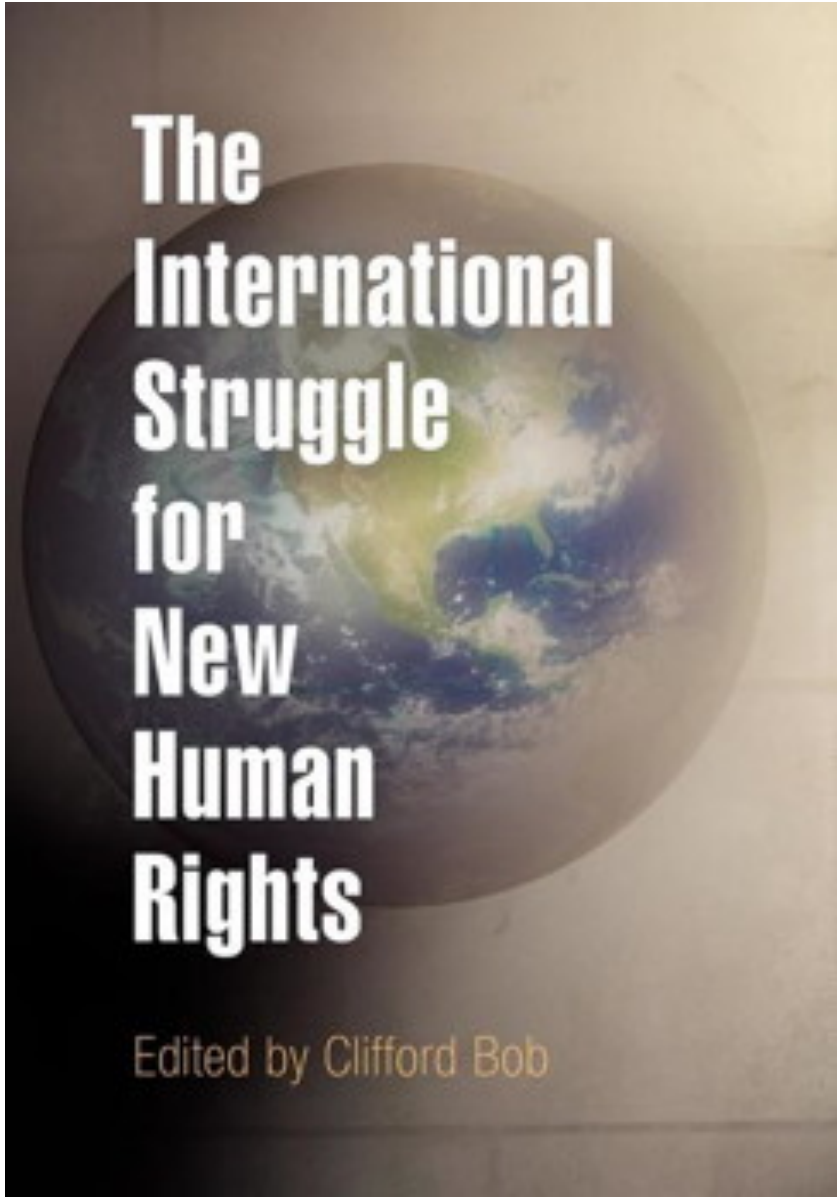
“la souveraineté alimentaire”

basé sur:

des nouveaux droits = droit à
produire, droit à la terre, droit aux semences,
droit à des prix rémunérateurs, droit à rejeter
l'agriculture industrielle, droit à des politiques
de soutien agricole, ...

De nouveaux droits ?


- Non reconnus en droit international ou non adoptés par le mouvement DH (Bob)
- Peuples autochtones et beaucoup d'autres groupes ont réussi à avancer des nouveaux droits (personnes avec handicap, droit à l'eau, ..)
- Beaucoup de groupes échouent: dalits, LGBT, etc.
- Comment les paysans ont-ils réussi ?



The International Struggle for New Human Rights

Edited by Clifford Bob

Cadre d'analyse pour étudier création de nouveaux droits par des groupes sociaux



**Formuler
demandes en
termes de DH**

**Se connecter
à des experts
DH /ONGs**

**Convaincre
des états**

Etape 1 - Cadrage (framing)

Formuler ses demandes en termes de DH:

- Un choix politique, pas automatique
- Apporte légitimité, permet de surmonter divisions culturelles, politiques, idéologiques, aide à se connecter à des débats internationaux
- Défis aussi car discours libéral, spécialisé, centré sur rôle de l'état, peut être démobilisateur

Cadrage (2)

Droits existants ou nouveaux droits?

- Choix stratégique: identité collective, au-delà du respect des droits (Bob)
- Besoin d'élaborer une conception des droits qui résonne (droits collectifs, autonomie, droits de la nature, etc.)
- Usage libre et créatif des DH, adapté localement, ancré dans des luttes sociales concrètes

Les nouveaux droits demandés par LVC

- Droit à la terre
- Droit aux semences et à la biodiversité (agricole et sauvage)
- Droit à des prix rémunérateurs et à participer à la fixation des prix
- Droit des peuples à la souveraineté alimentaire

Droit à la terre =

- Ne pas être expulsé
- Cultiver, valoriser, pouvoir garder et préserver + installation
- Usage et accès, pas nécessairement propriété privée
- Programmes de redistribution des terres si concentration trop élevée
- Autres ressources (eaux, forêts, ...)

Droit aux semences =

- Pouvoir produire, échanger, vendre et cultiver des semences
- Utiliser la biodiversité agricole et sauvage
- Rejet des propriétés intellectuelles et brevets sur les semences
- Protection contre la bio-piraterie
- Végétal et animal

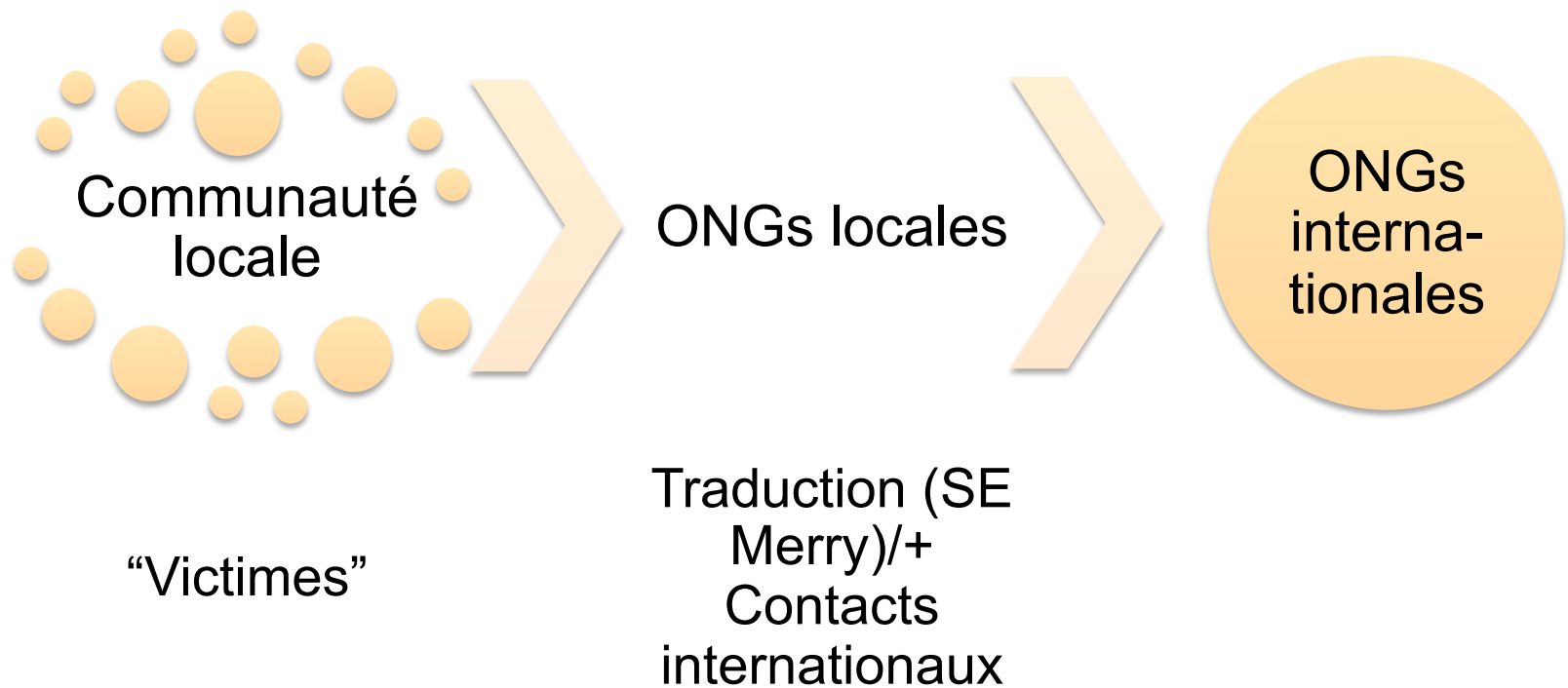
Droit à des prix rémunérateurs

- Prix de vente suffisant pour bien vivre
- Accès aux marchés
- Régulation des marchés et des transnationales agroalimentaires
- Autonomie du producteur
- Y compris droits des travailleurs agricoles et salaire minimum

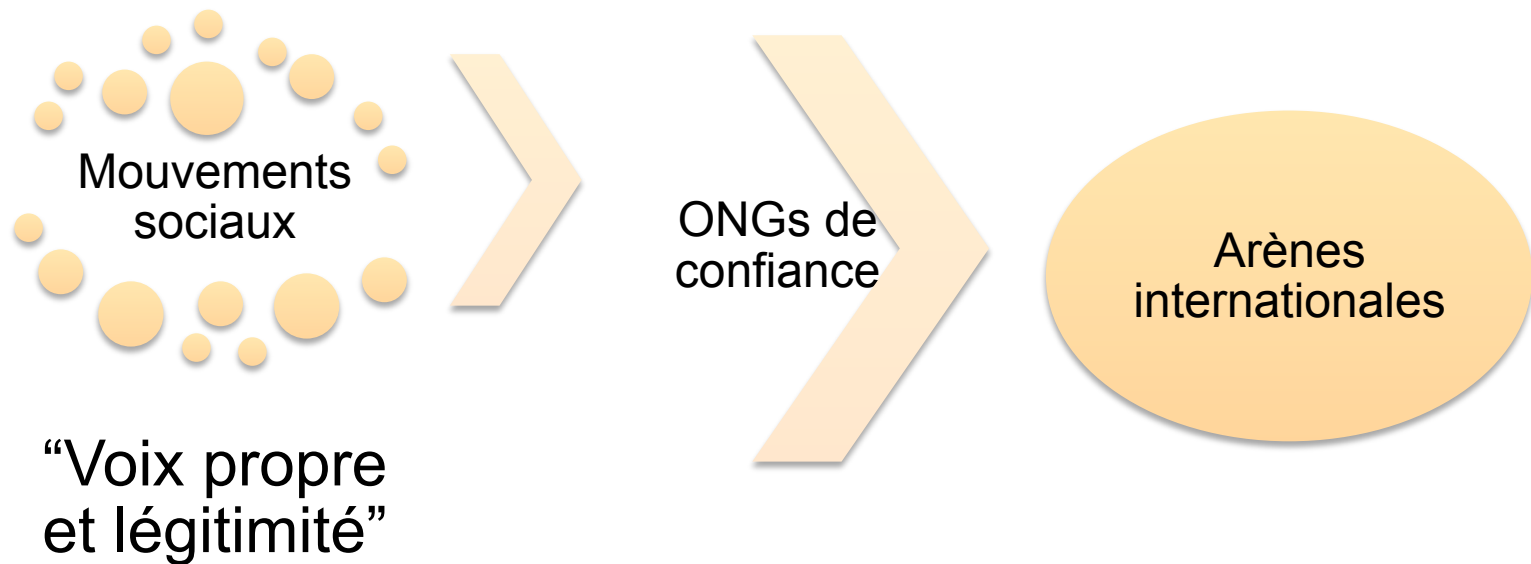
Externalisation

- Premier draft de déclaration par des organisations paysannes en Indonésie
- De l'Indonésie (1999) à l'Asie du SE (2002)
- Draft discuté, amendé et adopté par le mouvement au niveau global en 2009
- Externalisation facilitatée par le fait que l'organisation SPI a tenu le secrétariat international de LVC pendant la dernière décennie

Etape 2 – Obtenir le soutien des ONGs (vieux modèle)



Alliances entre mouvements sociaux et ONGs (nouveau modèle)





Les ONGs restent-elles les “gardiennes” ?

- Soutien des ONGs n'est pas automatique – importance des petites ONGs progressistes (Bob)
- Les petites ONGs peuvent bloquer l'adoption de nouveaux droits (contre le droit à la SA, droit à la terre comme compromis)
- Accès au CDH est limité aux ONGs accréditées par ECOSOC (Eg. Campagne pour accréditation, militants gays/ lesbiens).



Etape 3 - Convaincre les états

- Créer/saisir des opportunités juridiques
 - Crise alimentaire globale et montée en force des petits producteurs comme solution
 - Changement climatique
 - Visibilité and possibilité de s'exprimer dans nombreuses instances internationales

Convaincre les états (2)

- Role des états “sponsor”
 - Leadership de la Bolivie mais aussi soutien de Cuba, Africa du Sud, Equateur,..
 - Réduire l’opposition des états du Nord (UE, USA, Canada)

COPENHAGEN



ANGELICA NAVARRO
Chief Climate Negotiator for Bolivia

Comment préserver le potentiel subversif de la Déclaration ?

Considérations stratégiques

- Dialogue institutionnel est un enjeu clé pour les mouvements (réévaluation constante) – inside + outside
- Temps et ressources
- Risque de cooptation et démobilisation (utiliser le processus comme outil de mobilisation, pas comme une fin en soi)
- Risque que quelques leaders contrôlent le processus et centralisent le pouvoir







Comment préserver le potentiel subversif de la Déclaration ?

Traduction et expertise

- Nouveau draft de la Déclaration en utilisant au maximum du “language agréé” comme stratégie, peut s’écarter de la conception des droits des mouvements paysans et perdre son potentiel émancipateur
- Expertise nécessaire pour participer aux négociations – qui contrôle le processus ? Que restera-t-il des nouveaux droits, une fois codifiés ?

Pas que des enjeux stratégiques !

- Revendications de droits ont aussi forte dimension “expressive” (vs. instrumentale)
- Renforce identité collective (processus)
- Paysans comme terme pejoratif devenu terme “moderne” qui met en avant des connaissances et savoirs spécifiques, nécessaires pour l’humanité, une mission, une responsabilité, des porteurs de solutions
- Porteurs d’une vision pour la société (la SA)

Dialogue avec les alliés

- Autres mouvements paysans et autres groupes ruraux: pastoralistes, pêcheurs, nomades, travailleurs agricoles, peuples autochtones
- Quand devient-on paysan ? Cesse-t-on de l'être ?
- Conflits entre droits des différents groupes?
- Quelles responsabilités du paysan envers les gens qu'il emploie ?

